

L'EDITO

Pascal Martin

UN RETRAIT DE LA NATIONALITÉ TRÈS COSMÉTIQUE

Classiquement, il y a deux manières de régler un problème.

Soit en l'abordant sur le fond.

Soit en l'escamotant. En donnant dans la cosmétique.

Et c'est surtout de la cosmétique qu'a fait hier le gouvernement en durcissant la loi de 2012 qui prévoit dans un nombre de cas et d'occurrences très restreint le retrait de la nationalité belge. Dorénavant, la période de dix ans qui limitait la possibilité d'une déchéance une fois la nationalité acquise sera supprimée. Une personne naturalisée pourra en quelque sorte être « dégradée ». Jusqu'à son dernier jour.

Mais si elle veut être exemplaire, la nouvelle mesure ne touchera en réalité que très peu de monde. Les départs pour le djihad et le risque terroriste qu'ils impliquent en retour sont essentiellement le fait de jeunes issus de la troisième génération de l'immigration arabo-musulmane. La loi revue et corrigée ne les concerne pas.

**C'est pourtant
d'un traitement de fond**

**dont a besoin
notre société malade**

Une législation autorisant plus facilement le retrait de la nationalité belge aurait-elle suffi à ce qu'ils renoncent à ce projet ? Poser la question, c'est y répondre.

Car il y a fort à parier que ceux qui s'engagent ainsi dans la sale guerre de Syrie n'ont plus grand-chose à faire de la Belgique, de ses lois et de ses valeurs.

La nationalité belge, ce « Graal » qui fit rêver leurs parents et grands-parents, n'est plus pour eux qu'une coquille vide. Son retrait ne changerait rien. Pas plus que la confiscation d'un passeport ou d'une carte d'identité ne pèsera sur leur attitude. La faute à qui ? A la manière dont la Belgique a géré le vivre-ensemble ? Aux fils et filles de l'immigration ? A la situation internationale, à ses injustices, à l'importation des conflits ? La complexité du problème appelle une multitude de réponses.

Pour l'heure, le gouvernement s'emploie à répondre à la crainte légitime générée par la montée en puissance des tensions. Comme le montrait récemment notre sondage, les Belges sont largement favorables aux mesures sécuritaires mises en place ces dernières semaines.

Mais quelques soldats dans la rue et quelques passeports confisqués ne permettront jamais d'éteindre la menace. Le risque aujourd'hui est bien que le pays s'enfonce dans une léthargie

sécuritaire. Et s'y habitue au nom du principe de précaution. C'est au contraire d'un traitement de fond dont a besoin notre société malade.